



DJIBOUTI

DISCOURS PRONONCE PAR

SON EXCELLENCE

**MONSIEUR MAHAMOUD ALI YOUSOUF
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE
CHEF DE LA DELEGATION DJIBOUTIENNE**

**DEVANT LA 72EME SESSION DE
L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES**

**THEME : « PRIORITE A L'ETRE HUMAIN: PAIX ET
VIE DECENTE POUR TOUS SUR UNE PLANETE
PRESERVEE »**

LE SAMEDI 23 SEPTEMBRE 2017

VERIFIER A L'AUDITION

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etats et de Gouvernement
Monsieur le Président de l'Assemblée Générale
Monsieur le Secrétaire Général
Excellences
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi d'emblée de vous féliciter à la suite de votre élection en qualité de Président de la 72ème session de l'Assemblée Générale. Je saisis cette occasion pour former le vœu que sous votre houlette, l'Assemblée Générale tirera profit de votre expérience diplomatique, ainsi que votre dévouement. Je tiens à vous assurer du plein soutien de mon pays à vos efforts.

Je saisis aussi cette occasion pour rendre hommage à M. Peter Thomson qui vous a précédé à cette position.

Je saisis cette opportunité pour réitérer nos chaleureuses félicitations à M. Antonio Guterres, Secrétaire Général des Nations Unies pour sa

brillante élection tout en lui souhaitant nos vœux de succès dans la lourde tâche qui lui est confiée.

Monsieur le Président,

Le monde, en dépit de progrès majeurs accomplis et d'opportunités nouvelles, fait face à des défis multiples. Le contexte économique et financier demeure préoccupant ; des menaces nouvelles émergent ; les conflits changent de nature ; certaines crises s'approfondissent et se complexifient.

Le changement climatique, même s'il donne parfois lieu à des controverses scientifiques est aujourd'hui incontestablement réel, et produit en chaine des catastrophes de grande ampleur. Je saisis cette opportunité pour exprimer notre sympathie et solidarité aux communautés affectées aux Etats-Unis, au Mexique et dans les Caraïbes.

Tous ces défis soulignent l'importance cruciale d'une action collective soutenue et résolue afin de les relever. Nous devons nous remobiliser

pour revitaliser le multilatéralisme et souligner la place centrale de l'Organisation des Nations Unies.

La tâche est immense, la responsabilité est lourde! Ces défis demandent des réformes ambitieuses et des ressources accrues. Les réformes engagées par le Secrétaire Général, dans les trois domaines-clé arrivent à point nommé:

- Le repositionnement du système de développement onusien dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour l'Humanité ;
- la réforme de la gestion;
- et celle de l'architecture de paix et de sécurité répondent à ce souci de faire l'Organisation un outil plus efficace, qui réalise pleinement son potentiel au service des peuples dont elle est le serviteur.

L'Agenda 2030 pour l'Humanité est un programme ambitieux, tout à la fois un programme d'éradication de la pauvreté et de préservation de la planète. En outre l'Accord de Paris, la Déclaration de Sendai et le Programme d'Action d'Addis-Ababa constituent une panoplie d'instruments visant à renforcer l'Agenda 2030. Ils engagent également les pays à adopter des cadres politiques pour modifier les modes de production et de

consommation ainsi que des stratégies pour faire face aux changements climatiques et aux risques de catastrophes.

En vue de la mise en œuvre effective, pleine et entière de l'Agenda 2030 pour le Développement, Djibouti souhaiterait faire quelques observations :

- Une attention prioritaire doit être donnée à l'Afrique et aux PMA car ils sont, comme le rappelle la CNUCED dans ses analyses, « The battleground where the SDGs will be won or lost » !

Il faudra mobiliser des volumes de financement nécessaires à la hauteur des ambitions. Pour cela, faut-il le rappeler, il faudra non seulement penser à des stratégies de financement novatrices, à garantir le flux accru d'investissements directs étrangers mais également **maintenir les engagements pris** en matière d'aide au développement. Pour s'en convaincre, un examen attentif permet de voir que les engagements pour le financement des OMD n'ont pas été pleinement honorés et l'objectif de 0,7% n'a pas été régulièrement versé. Si cela avait été le cas, nous aurions mobilisé 2.5 trillions de Dollars US. De même, nous soulignons l'importance d'une architecture commerciale internationale qui soit centrée

sur les trois Ps en anglais « Pro-Poor, people-centered, productivity-enhancing and planet-friendly ».

Enfin, nous ne saurions suffisamment insister sur l'importance d'outils d'évaluation permettant de mesurer de manière fiable les progrès enregistrés. Grâce à un partenariat solide et des efforts soutenus, nous pouvons et nous devons œuvrer à la promotion d'une croissance économique, soucieuse de la justice sociale et respectueuse de l'environnement !

Monsieur le Président,

L'absence de paix constitue l'obstacle majeur au développement économique. Le coût humain des conflits est énorme, entraîne des déplacements forcés massifs, la famine, le développement de maladies transmissibles, des situations d'insécurité alimentaires aigues et de détérioration rapide du respect des droits de l'homme.

Notre Organisation, plus que jamais, a un rôle accru à jouer dans la prévention des conflits et le règlement pacifique des différends. A cet

égard, nous saluons l'accent mis par le Secrétaire Général sur la prévention et les réformes en cours pour restructurer l'architecture de paix et de la sécurité.

L'émergence de groupes terroristes extrémistes posant des actes d'une violence inouïe pose un défi nouveau. En disséminant une idéologie de l'intolérance et de la haine « qui appelle explicitement à l'anéantissement de l'autre », ils fragilisent la cohésion de nos sociétés et posent une menace à la paix et à la sécurité internationale. Ce péril appelle donc à une coordination de nos efforts en matière de lutte contre le terrorisme. Djibouti se félicite de la création d'un département chargé de coordonner l'action de l'Organisation des Nations Unies dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

Djibouti accueille un Centre d'Excellence de lutte contre l'extrémisme violent dans les pays de l'IGAD, conçu comme une plateforme commune qui soutiendra le renforcement de la coordination régionale, la production d'analyses et enfin l'élaboration d'un plan d'action visant à contrecarrer la rhétorique extrémiste véhiculée à travers les réseaux sociaux.

Monsieur le Président,

Je voudrais, à ce stade, exprimer nos vues sur certaines situations régionales et internationales qui exigent l'attention prioritaire des Membres des Nations Unies :

Concernant la Somalie, Djibouti se félicite des développements politiques récents en Somalie et de la dynamique créée par l'élection du Président Mohamed Abdillahi Mohamed en Février de cette année et la formation du nouveau Gouvernement dirigé par le Premier Ministre Hassan Ali Khayre. Nous saluons les nombreuses mesures encourageantes prises pour renforcer les relations avec les Etats membres de la Fédération et nous nous félicitons de la stratégie mise en place pour engager des réformes fiscales et économiques visant à mobiliser des ressources endogènes. Nous soulignerons cependant l'importance d'un soutien accru en faveur de la Somalie en mobilisant un financement adéquat en appui à son programme de développement. Nous demeurons préoccupés par le projet de réduction du financement à l'AMISOM, en dépit du consensus sur les succès enregistrés par cette opération africaine de maintien de la paix. Il faut veiller à ce que les gains obtenus sur le plan de l'amélioration de la

situation sécuritaire soient préservés. L'AMISOM a réussi à faire subir aux terroristes Al-Shabaab une défaite sanglante.

S'agissant du Soudan du Sud nous demeurons préoccupés par la lenteur de la mise en œuvre de l'Accord d'Août 2015 sur le règlement de la crise en République du Soudan du Sud.

Les acteurs impliqués dans cette crise qui se prolonge, doivent se résoudre à l'idée qu'il ne peut y avoir de solution militaire au conflit.

A cet égard, nous soutenons la décision du 31^{ième} Sommet Extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'IGAD consacrée à la situation au Soudan du Sud, et réitérons la nécessité d'un véritable dialogue national inclusif, transparent et crédible permettant le retour d'une paix durable.

Nous soulignons également le rôle important joué par l'UNMISS dans la recherche d'une solution à la crise au Soudan du Sud et exhortons tous les acteurs concernés à poursuivre leurs efforts dans la mise en œuvre de

leurs mandats respectifs, tout en reconnaissant l'importance de la complémentarité et de la coordination.

Pour ce qui est du Yémen, Djibouti demeure extrêmement préoccupée par « la triple tragédie qui frappe le Yémen » comme l'ont souligné les hauts responsables de l'ONU devant le Conseil de Sécurité, (la famine, l'épidémie de choléra sans précédent et l'impasse politique grave qui entrave tout progrès vers la paix et la sécurité.

Nous appelons toutes les parties à un retour à la table des négociations.

En Palestine, Seule la solution à deux états peut ramener la paix dans cette région. La souffrance du peuple Palestinien n'a que trop duré ! Il faut que cela cesse !

Par ailleurs, Djibouti est affligée par le sort de la minorité musulmane Rohingya de la région Rakhine au Myanmar et est gravement préoccupée par la brutalité militaire dont les populations civiles sont la cible.

Malgré les engagements pris, les crimes à l'encontre de cette communauté n'ont jamais faibli. Nous soutenons les conclusions du rapport final de la Commission conduite par l'ancien Secrétaire Général des Nations Unies et appelons le Myanmar à pleinement et sans plus tarder à mettre en œuvre les recommandations qui y sont contenues.

Enfin, Djibouti demeure alarmée par l'attitude belliqueuse, dangereusement provocatrice de la Corée du Nord. Les multiples essais de lancement de missiles balistiques, en violation des injonctions des résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité. C'est une situation qui doit mobiliser l'attention vigilante des Etats Membres des Nations Unies. Elle appelle la Corée du Nord à engager un dialogue constructif, orienté vers les résultats en vue d'une solution satisfaisante à la crise.

Djibouti attend toujours le retour de ses 13 militaires détenus par l'Erythrée, pays voisin qui poursuit sa politique belliqueuse à l'encontre de mon pays. Nous appelons l'Erythrée à accepter la médiation de l'Union africaine pour la démarcation de la frontière au Ras Doumeira et de l'île de Doumeira et à commencer à bâtir des relations de confiance avec les

pays voisins et cesser cette politique d'hostilité qui déstabilise toute la région de la Corne de l'Afrique.

Je souhaite, Excellence, Mesdames et Messieurs, aux travaux de l'Assemblée générale des Nations Unies pleins succès.

Je vous remercie de votre attention